

PILS SPÉCIAUX BERLIN LONDRES
ADRESSE PARIS (2°) : 142, Rue Montmartre
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITÉ-PARIS
TÉLÉPHONE : GUTENBERG 02-57
PUBLICITÉ ANNONCES
 142, Rue Montmartre, 142

L'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

Le journal L'HUMANITÉ est vendu en Belgique 0,10

ABONNEMENTS

	1 an	6 mois	3 mois
Paris	18 fr.	10 fr.	6 fr.
Province	21 fr.	12 fr.	7 fr.
Étranger	24 fr.	14 fr.	8 fr.

L'IMPOT RIBOT

Le budget nous revient du Sénat au milieu d'un concert de jérémiades et de malédictions.

« Le Sénat, s'est écrié Capus dans le *Figaro*, le Sénat fait l'effet d'un grand corps qui s'abandonne... »

Il s'abandonne à qui ? A nous, camarades, à nous, sans nulle vanité ! Et après Capus, Avril, le plus auguste mais le plus printanier des rédacteurs parlementaires ne nous l'envoie pas dire ! « Les socialistes commandent et le Sénat, docile, se courbe et obéit. »

Il y a peut-être un peu d'exagération, mais cette exagération est pour nous flatteuse ; et la vision d'un grand corps qui s'abandonne à nos décrets n'a rien en soi de déplaisant. Baudelaire en évoquait sans répugnance l'image, lui qui eût aimé vivre auprès d'une jeune géante, parcourir à loisir ses magnifiques formes.

Mais il précisait, vous remarquerez ? et il la voulait jeune, la géante. Evidemment, nous goûterions avec le Sénat des plaisirs moins frais, mais n'est-ce pas déjà un plaisir que le désarroi des adversaires ? Or, ils sont en pleine déroute, à en juger par leurs cris.

« Ah ! Jaurès n'a pas besoin de s'inquiéter : la discussion n'ira pas toute seule ! Lundi, M. Poincaré, M. Jules Roche, M. de Mun ont quitté majestueusement la séance de la Commission du budget en faisant claquer les portes. »

Ils vont supplier la Chambre de leur accorder ce que leurs amis n'ont pas obtenu du Sénat : la disposition de l'impôt sur le revenu. Qu'on écarte d'eux ce calice ! Ils veulent en appeler du Sénat révolutionnaire à la Chambre conservatrice. Je ne sais pas s'ils comptent sur un succès !

M. Poincaré a-t-il donc oublié que nous avons voté, tout en la trouvant détestable, sa proposition d'une taxe spéciale par centimes additionnels ? Cela ne valait certes pas grand-chose, mais nous avons trouvé que c'était mieux que rien ; et nous l'avons votée par acclamation !

Est-ce que le civisme de M. Poincaré est inférieur au nôtre ? Ne l'obligerait-il pas à nous sacrifier ses préférences, comme nous lui avons sacrifié les nôtres ?

Grands débats en perspective ! Si Poincaré persiste à nous quitter le 12, son courroux n'emmènera pas Viviani ! A moins que Viviani ne laisse à Noulens tout seul la fonction gouvernementale, et qu'il abandonne par le président de la République, nous le voyons, encore par le président du Conseil. Le Parlement serait, ainsi l'orphelin complet ! Nous hériterons de l'oin, essouffés et piteux, Poincaré, Viviani, par delà les mers. Mais en présence du tsar ils ne nous entendront point. Nos voix désespérées ne monteront pas si haut.

Il faut tout de même se faire une raison ! Même si Poincaré, même si Viviani nous abandonnent en pleine discussion du budget, je me sens capable, tout en jugeant le procédé trop lesté, de trouver en moi la force d'âme nécessaire pour me passer d'eux. A une condition : cependant ! C'est qu'il n'y aura pas de conflit ! Pas de conflit pour les sous-agents des postes ! Pas de conflit pour la semaine anglaise !

Nous pourrions donc tirer du départ de Poincaré ce favorable augure qui ne croit pas au conflit possible. Il sait de source sûre que le Sénat cédera. Encore ! Le Sénat, s'écrieront les journaux conservateurs, le Sénat cédera-t-il encore et toujours ?

Car le *Temps*, le *Figaro*, l'*Echo de Paris*, la *Liberté* n'ont pas ménagé au Sénat leurs douloureux reproches et voire d'amères invectives !

Ce pauvre Sénat ! Il avait pourtant jusqu'ici joué de son mieux le rôle d'obstacle et d'étouffoir. Il l'a tenu, ce rôle, avec entêtement, et je puis dire avec insolence. Car il y a eu de sa part insolence véritable à différer pendant tant d'années la discussion des projets fiscaux de la Chambre.

Ces relards, ces délais prolongés, ces ajournements calculés étaient une provocation ouverte et un défi public !

Jules Roche s'écriait lundi à la Commission du budget que quatre cents députés dans la Chambre actuelle ignoraient ce qu'on avait voté en 1909 ! Et la faute à qui, je vous prie ? La faute à lui, si les dispositions votées en 1909, et envoyées alors au Sénat n'en sont pas encore revenues et si nous n'ont pas encore été renvoyés en 1914 ?

Où ! Le Sénat s'était donné une mission d'étouffement et d'obstruction ténue. Pour une fois qu'il y manque, quel concert d'imprécations !

Que voulez-vous ? Les réactionnaires comptaient trop sur lui ! Ils dormaient sur leurs deux oreilles ! « Bah ! à quoi bon se tourmenter ? Le Sénat enterrera tout cela ! Ne nous frappons pas ! »

Tout à coup, quelle nouvelle ! Le Sénat a cédé ! Pas possible ? Mais si ! Il a cédé ! A la demande du rapporteur, et sur l'intervention décisive de M. Ribot !

C'est le dernier coup ! Le coup de massue ! Ils en sont assommés ! Leurs plaintes mêmes sont éperdues et béantes, leurs indignations sont gémissantes, sans ressort et sans révolte.

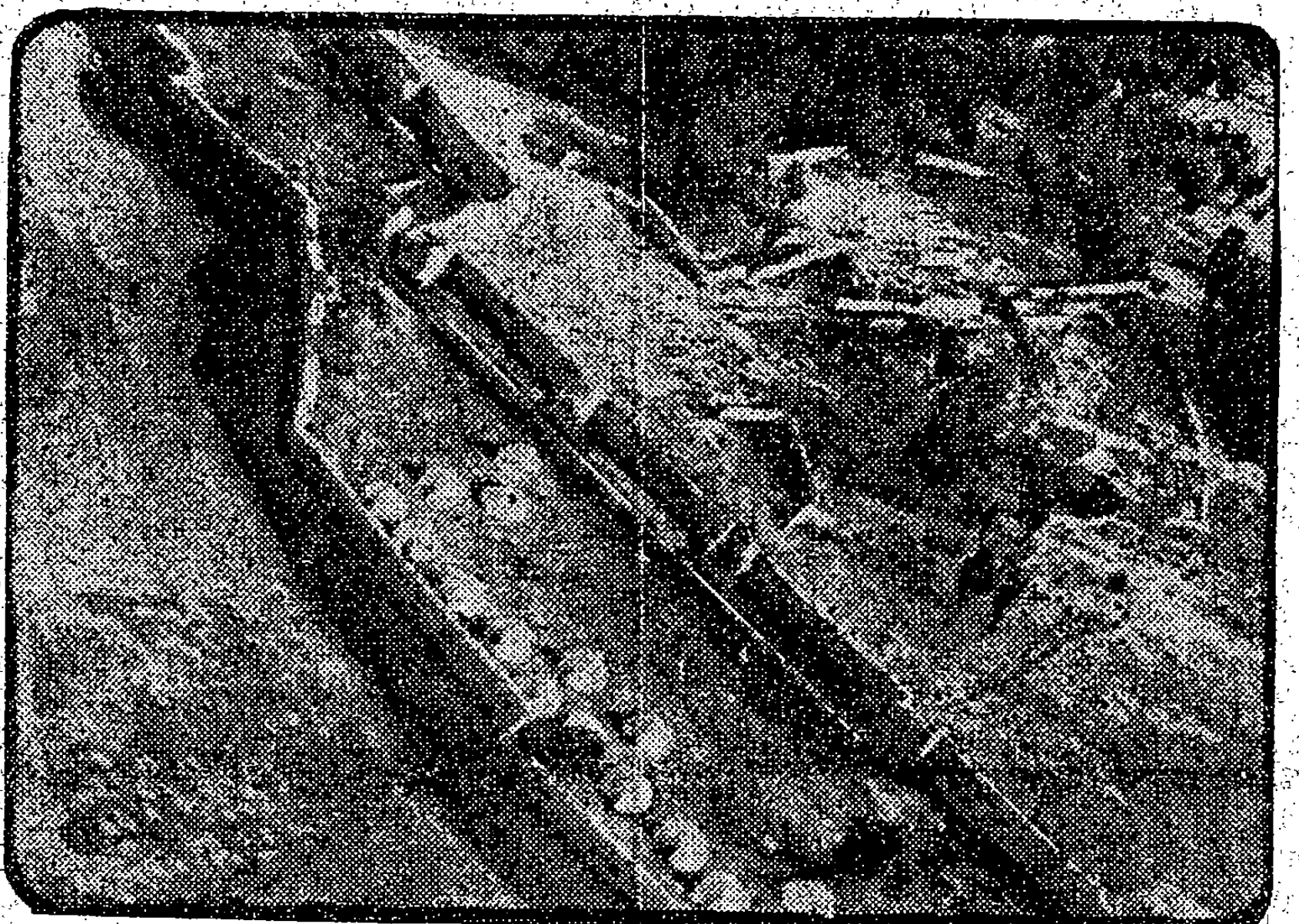
Quel livrés à l'insignifiance par Almond ? Livrés par Ribot aux tortures de la justice fiscale ? An ! c'est la fin de tout ! Et Jules Roche écrit avec cet aplomb des hommes intelligents aux quels cette réputation confère le droit aux bêtises : Le jour où le budget de 1914, avec l'impôt sur le revenu, entrera en application, sera le premier jour de la Révolution sociale en France !

Mais, dites-moi, quand Ribot s'est engagé à l'obliger, cette fameuse incorporation de l'impôt sur le revenu dans le budget de 1914, vous n'avez donc pas pris au sérieux ce qu'il disait ?

Car, au fond, cette déclaration du mi-

Un Combat meurtrier dans la Région de Taza

NOUS AVONS ONZE MORTS ET TRENTE BLESSÉS



LES DEUX ENCEINTES DE TAZA, PHOTOGRAPHIÉES EN AÉROPLANE

Les derniers combats livrés par nos troupes dans la région montagneuse de Taza, sont loin d'avoir brisé la résistance des tribus qu'elles ont trouvées devant elles.

Sorties du camp de Khenifra pour rayonner dans la région, elles ont été attaquées dans un défilé, avec tant de hardiesse et de violence, que, pour repousser les Marocains, il a fallu les charger à la baïonnette. Nos pertes sont lourdes. Un officier est parmi les morts.

Voici la dépêche qui relate ce combat meurtrier :

Tanger, 7 juillet. — Rabat, 6 juillet. — Dans le but de régler la question de M. Rabat, dont un certain nombre de fractions ont déjà fait leur soumission, le général Henrys a envoyé la colonne Claudet vers l'oued Ifran, avec mission de rayonner dans la région et d'exercer une pression sur les tribus encore hésitantes. Le général Henrys est parti avec la colonne pour l'oued Ifran, où il doit se rencontrer avec le général Lyandier. Les troupes restées à Khenifra sont placées durant l'absence du général Henrys, sous le commandement du colonel Garnier-Duplessis. Dans le but de protéger les fractions de Zayan du Nord qui ont fait leur soumission, un nouveau camp a été installé à Keneg-Delfa. Le commandant Laverdure, sous les ordres duquel il est placé, dispose d'un groupe mobile et d'un bataillon chargé d'assurer efficacement la liaison avec la région du Rabat et de Taza.

Le combat

Un convoi, escorté par une partie des forces de la colonne Claudet, est arrivé le 4 juillet à EL-Bordj, venant de Taouine. Dans le but d'assurer l'arrivée sans encombre de ce convoi, le commandant avait envoyé de Khenifra à sa rencontre, un détachement commandé par le colonel Audru. Le convoi, placé au centre des troupes,

avait atteint sans incident le plateau Miré, lorsque, au moment où il s'engageait dans le défilé de l'oued Senguet, l'ennemi embusqué dans la montagne, attaqua violemment les flancs du convoi.

L'escorte prit aussitôt une formation de combat et exécuta une contre-attaque vigoureuse. L'ennemi, assez nombreux, faisait preuve d'un mordant extraordinaire et d'un entier mépris de la mort. Très abrité derrière des monticules de terrain et de rochers, il dirigeait un feu meurtrier sur la colonne, puis s'élançant farouchement au devant des mitrailleuses en pleine action.

L'artillerie, malgré les difficultés du terrain, put entrer en action et déloger l'ennemi. Nos troupes se montrèrent splendides d'entrain et de sang-froid et animées de courage. Elles prirent rapidement l'offensive en chargeant à la baïonnette les Zayan et les Chleu, en les obligeant d'abandonner le terrain. L'ennemi se dispersa bientôt, ayant subi des pertes considérables.

Tandis que cette action se déroulait sur les pentes, le convoi engagé dans le défilé continuait sa route. Le groupe mobile Audru poursuivait les assaillants jusque dans la montagne, afin d'éviter tout retour offensif.

Au cours de cet engagement nous avons eu onze tués, dont un officier et trente blessés.

Une autre expédition se prépare

Tanger, 7 juillet. — Le *Journal du Maroc* annonçait dernièrement que les troupes françaises, sur la demande du cheikh d'Ouezzan, doivent occuper Ouezzan, vers le 25 juillet. Deux mille hommes seront concentrés dans ce but, sous le commandement du général Blondat.

On croit, ajoute le *Journal du Maroc*, que les troupes ne rencontreront pas de résistance.

Le sous-marin "Calypso" a coulé au large...

MAIS L'EQUIPAGE EST SAUF

Un télégramme transmis par la T. S. F. à la préfecture maritime de Toulon, annonçait hier après-midi, que le sous-marin *Calypso* venait de couler au large de la pointe du Titan, par une très grande profondeur.

L'émot fut grand, on le devine, tant à Toulon qu'au ministère de la marine. Mais bientôt le préfet maritime téléphonait que le *Calypso* avait, en effet, coulé, après avoir été abordé par son convoyeur, le contre-torpilleur *Mousqueton*, mais que tout l'équipage avait pu être sauvé.

C'est au cours de manœuvres navales organisées en l'honneur de Djemal pachà, le ministre de la marine ottomane, arrivé hier matin à onze heures à Toulon, que se produisit le naufrage du sous-marin.

Tandis que les membres de la mission turque déjeunaient à bord du *Courbet*, l'armée navale placée sous le commandement du vice-amiral Boué de Lapeyrière, appareillait à une heure, à destination du golfe Juan. Elle allait subir en cours de route une furieuse attaque des flottilles de sous-marins. Et c'est au cours de cet exercice, à quatre heures et demie, que le contre-torpilleur *Circé*, qui escortait, commandé par le capitaine de frégate Urvoy de Portzamparc, la deuxième division de la deuxième escadrille de l'armée navale, aborda accidentellement l'un des sous-marins de cette même escadrille : le *Calypso*, qui naviguait à la surface, dans les parages de l'île d'Hyères, au large du cap Camarat.

Les hommes de l'équipage du sous-marin, au nombre de vingt-trois, ainsi que leur commandant, le lieutenant de vaisseau Vernis et les enseignes Aubert et Perrichon, se jetèrent aussitôt à la mer. Ils furent recueillis par le *Circé*, qui, comme le *Calypso* du type Leboeuf, jauge 350 tonnes et fut lancé en 1907.

Aussitôt avisé, le port de Toulon fit partir un important matériel en vue du renforcement du *Calypso*, mais il est douteux, étant données la profondeur évaluée à 150 mètres pour le moins — à laquelle a coulé le sous-marin, et la nature du fond, que cette opération ait pu être tentée.

Il est superflu de faire remarquer le caractère d'improbabilité fantastique de la version qu'on tente d'accréditer ces prétendus nihilistes.

Voit-on bien, en effet, ces dangereux terroristes, porteurs d'engins perfectionnés, se promener, sans un sou vaillant, sur les grandes routes de France, à la recherche du train impérial ?

Il est vrai que M. Poincaré doit partir pour la Russie.

Alors la police tsariste s'agit.

Nombre de nos abonnés à ce jour :

13.760

CHOSSES ET AUTRES

L'emprunt aura-t-il été souscrit vingt fois, trente fois, quarante fois ? On va le savoir, et les trompettes de la victoire vont faire sauter de joie, et d'orgueil les colonnes de la Bourse. Cette épargne française est vraiment une grande force. Quel malheur qu'elle soit si souvent gâchée, que si souvent elle soit ou dévorée par des escrocs lançant des entreprises de faillite, ou détournée vers des emplois extérieurs souvent suspects par les grands établissements de crédit ! Appliquée méthodiquement à féconder le sol et à outiller l'industrie de la France, elle serait merveilleusement productive. Ou est le plan ? Ou est l'effort systématique ? Ou sont les vues d'ensemble et les projets d'avenir ?

La séance d'hier à la Chambre a mis en pleine lumière, par les faits qu'elle a apportés, par les discours si documentés et si vibrants de M. Durafour, la tricherie des Compagnies minières violant la loi des huit heures avec la complicité manifeste du contrôle. Ce serait décourageant si on ne songeait que malgré tout les ouvriers mineurs peuvent se défendre en combinant l'action syndicale et l'action politique. Qu'ils continuent à développer toute leur force, je veux dire à utiliser à la fois leur puissance de syndiqués et leur puissance de citoyens, c'est eux qui auront le dernier mot. Par le syndicat d'une part et par les pouvoirs publics de l'autre les Compagnies seront rappelées à l'ordre et obligées d'appliquer honnêtement la loi.

Les Débats s'imaginent que je veux prolonger la session parlementaire pour faire obstacle au voyage de M. Poincaré. Serais-je donc réduit à d'aussi pauvres plaisirs ? Puisque M. Poincaré prendra son vol pour aller se poser auprès de l'aigle russe, pourquoi trouverais-je la moindre joie à retarder son départ ? Je demande seulement que, lui parti, la France continue. Quand il a fixé la date de son voyage à Pétersbourg, il n'a pas prévu sans doute qu'une assemblée nouvelle, aux prises avec un budget surchargé de difficultés immenses, ne serait pas prête au 14 juillet. Qu'il nous quitte donc, mais qu'il nous laisse travailler. Qu'on n'empêche pas les représentants du pays de discuter avec soin la réforme de l'impôt complémentaire sous prétexte que M. Poincaré, dans une casquette de marin, et à respirer les souffles de la Balle, il nous laissera, si le fait, son ministère. Si survient une crise ministérielle (que les dieux en écartent l'augure), les gouvernants « expédieront les affaires courantes » et M. Poincaré aura les loisirs nécessaires pour composer au loin un ministère nouveau. La France a connu le décret de Moscou. Elle connaîtrait les décrets de Pétersbourg. Il ne faut pas que les pouvoirs publics se contrarient, et que la fonction des uns empêche la fonction des autres. La fonction de M. Poincaré est de voyager. La fonction du Parlement est de délibérer.

JEAN JAURÈS

Les Fêtes de Guernesey à la Mémoire de Hugo

ELLES SONT DES FÊTES DE L'ENTENTE CORDIALE



VICTOR HUGO À GUERNESSEY

Derrière lui, debout, Paul Meurice, qui fut son premier exécuteur testamentaire, et Auguste Vacquerie

Saint-Pierre-le-Port, 7 juillet. — (De notre correspondant.) — C'est dans un parc magnifique, un parc qui domine la mer et d'où l'on aperçoit l'île de Sark surgissant au milieu des flots bleus, que s'élève le monument d'Hugo. Rade pavloise, île pavloise, barques pavloises, drapeaux français et anglais, rues coupées d'arses de triomphe portant en inscription : « Honneur, Entente cordiale », de multiples lanternes tricolores aux arbres, partout l'animation joyeuse et simplement cordiale du peuple anglais à su faire d'une fête officielle une fête charmante. Dans la verdure, sous le soleil de feu, les toilettes claires mêlent des notes claires aux notes éclatantes des uniformes rouges des soldats faisant la haie ; les robes violettes des dames, la salutation du bailli, la clochette et l'habit de velours du shérif, ajoutent une note d'originalité traditionnelle nécessaire à toute cérémonie britannique.

Tandis que, auprès de la statue dévoilée se succèdent les discours, les fanfares et les salves s'élèvent de la ville. Et cette rumeur populaire qui monte vers la statue d'Hugo offrait l'hommage qui est dû à la Fraternité : l'hommage de deux grandes nations unies pour la tranquillité du monde.

La matinée

Guernesey, 7 juillet. — Le *Dupetit-Thouars*, escorté par l'*Aviso Buffe*, arrive à dix heures du matin, par un temps magnifique, dans la rade de Saint-Pierre. Les batteries de terre et le croiseur anglais *Russel* échangent avec lui des salves d'honneur.

Dans le port, les navires sont pavloisés. Les maisons, étagées en amphithéâtre, au fond de la baie, sont décorées de drapeaux français et anglais.

Dans les rues ont été dressés des arcs de triomphe de verdure, portant l'inscription : « Vive l'Entente cordiale ! »

A 10 h. 45, les ministres, qui ont pris place à bord d'une vedette à vapeur, débarquent.

Deux gendarmes, un beau dimanche... Ainsi commence une chansonnette célèbre. Ainsi commence aussi cette histoire qui, jusqu'à plus ample informé, apparaît comme tout aussi comique que la chanson du bon Naudou.

Donc, les gendarmes Bajour et Deconbat, de Beaumont-sur-Oise (Seine-et-Oise), regagnaient dimanche soir vers neuf heures, leur caserne, située dans cette commune, route de Noitell, lorsqu'ils aperçurent cheminant, devant eux deux individus qui portaient chacun sous le bras un lourd paquet de forme cylindrique enveloppé dans un journal. Interpellés, les deux hommes, qui ne s'exprimaient d'ailleurs que très mal en français, ne purent fournir ni certificat de travail, ni papiers d'identité. Comme d'autre part ils n'avaient pas un sou en poche, les gendarmes les conduisirent à la caserne, où les deux paquets dont ils étaient porteurs furent examinés. C'étaient deux cylindres d'acier fermés à chaque extrémité par des plaques de même métal, solidement boulonnées, et entourés de cordeau Bickford.

On crut comprendre que les inconnus étaient de nationalité russe et l'on se mit en quête d'un interprète. Un représentant du dépôt de ciment de Portland, M. Beaumont, voulut bien être cet interprète.

Le premier déclara se nommer Lysanof Kritchef et être âgé de vingt-six ans ; le second donna comme état civil : Babouloff Trajanonnikoff, âgé de trente et un ans. Tous deux disent être nés en Pologne et avoir été condamnés en Russie pour participation à des complots. Ils ajoutèrent qu'affiliés du parti terroriste, ils avaient été chargés d'une « mission » et que cela ne regardait personne.

Interrogés ensuite par M. Pontet, procureur de la République, les deux mystérieux personnages confirmèrent les déclarations qu'ils avaient faites aux gendarmes de Beaumont sur la nature des engins trouvés en leur possession ; sans difficulté, ils déclarèrent que ces objets étaient des bombes et qu'ils avaient mission de les « utiliser » à brève échéance, en faisant sauter le train du tsar.

Il est superflu de faire remarquer le caractère d'improbabilité fantastique de la version qu'on tente d'accréditer ces prétendus nihilistes.

Voit-on bien, en effet, ces dangereux terroristes, porteurs d'engins perfectionnés, se promener, sans un sou vaillant, sur les grandes routes de France, à la recherche du train impérial ?

Il est vrai que M. Poincaré doit partir pour la Russie.

Alors la police tsariste s'agit.

Peu après débarquant, du *Russel*, les représentants du gouvernement anglais, qui sont : MM. le comte Beauchamp, ministre des travaux publics ; Fitz-Roy, du Conseil privé ; Delevingne, sous-secrétaire au ministère de l'Intérieur ; Elliot, directeur du Home Office.

Les ministres se rendent ensuite au Royal Hôtel.

La communion des peuples

Je vous rends grâce et je vous propose de fêter : « A Shakespeare, à l'Angleterre, à la réussite définitive des grands hommes de l'intelligence et à la communion des peuples dans le progrès et dans l'idéal. »

Les deux Nations, comme le souhaitait le poète, ont mis leurs mains augustes l'une dans l'autre, entraînant par une cordiale amitié et elles procèdent aujourd'hui à la solennité de ce sentiment en commun.

DEVANT LE MONUMENT

Cet après-midi à eu lieu, en présence d'un grand concours de peuple, la cérémonie de la remise du monument Victor Hugo par le gouvernement français aux représentants du gouvernement britannique.

La belle œuvre de Jean Boucher a été élevée dans le parc de Candie, parmi les palmiers et les oranges, face à la mer, sur un socle immense de granit. Elle représente Victor Hugo rochant sur la grève, le feutre à la main, le manteau soulevé par le vent, la tête penchée en avant, le corps magnifique d'un homme tout absorbé dans ses réflexions.

Un grand nombre de notabilités littéraires et artistiques ont fait le voyage pour assister aux fêtes et voir cette œuvre de Hamville ou les poètes passa vingt-cinq ans.

Aux côtés de M. Georges Victor Hugo et de Mme Négrépote, née Jeanne Hugo, petits-enfants et de M. Gustave Simon, exécuteur testamentaire du poète, on remarquait MM. Paul Hervieu et Jean Bachelin, de l'Académie française ; Victor Marguerite et Georges Lecomte, de la Société des Gens de lettres ; Albert Carré, administrateur de la Comédie-Française, qui entourait la délégation de ce théâtre, Mmes Segond-Weber, Dussane et Madeleine Roch, MM. Mounet-Sully et Albert Lambert fils.

Le Banni

M. Victor Marguerite, président de la Société Victor Hugo, à laquelle le gouvernement a confié le soin d'organiser les fêtes, s'adresse le premier au lieutenant-gouverneur, au bailli et aux représentants des Etats :

Ce Victor Hugo, dit-il, c'est le vôtre, celui de la *Légende des Siècles*, des *Misérables*, de *L'Homme qui rit*, et aussi celui qui a marqué familièrement dans Saint-Pierre-Port, sur les bords de la mer, vos paroisses, ramassés vos gais tout humides d'écume, et, enfin, qui, entre deux Chateaus des rois, des bois, aimait à servir le dîner des petits enfants pauvres. Il vous appartient deux fois de plus, car il a écrit le conte de ses chimères, comme de beaux oiseaux, qui regardent le nid.

En ces fêtes qui demeurent, entre deux puissants peuples, un haut trait d'union de paix, nous nous réjouissons à l'idée que le plus pur génie de notre race, voisina avant, dans ce site incomparable, avec un plus célèbre de vos souverains. Aux pieds de la reine Victoria, la statue de Victor Hugo illustre le symbole même de l'hospitalité.

M. Augagneur, ministre de l'Instruction publique, au nom du gouvernement français, prend ensuite la parole :

Deux rêves réalisés

Le monument que nous inaugurons, dit-il, réalise deux rêves, que Victor Hugo avait cherchés pendant son séjour sur la terre de Guernesey.

Dans un livre sur Shakespeare, l'œuvre réelle, pour le plus grand poète, de l'Angleterre, cet hommage autrement solennel que celui d'un monument élevé par souscription, ce qui est dû à Shakespeare, disait-il, n'est pas une manifestation par souscriptions, c'est une manifestation nationale, un jour férié, une fête publique, un monument populaire, voté par les Chambres et inscrit au budget.

Ce que Victor Hugo demandait, en 1861, pour Shakespeare, voilà que les gouvernements de France et d'Angleterre l'accablent de gloire. C'est à l'Angleterre, à Victor Hugo lui-même, cet hommage rendu à l'un des génies qui ont illustré l'humanité, fait plus d'honneur aux deux grandes nations, fraternisant dans la même admiration, qu'à la mémoire de celui qu'elles ont désiré célébrer.

« Que voulez-vous, disait Hugo de Shakespeare, que le marbre fasse pour lui ? Que peut le bronze ou la gloire ? Shakespeare n'a pas besoin d'une pyramide, il a son œuvre. »

Un monument à un Shakespeare ou à un Victor Hugo, c'est une dette dont le paiement importe plus aux débiteurs qu'aux créanciers. C'est un hommage à l'humanité, à la France, à Guernesey, Victor Hugo, pendant dix ans, fit briller sur le monde un génie dont les lueurs illuminèrent d'abord, comme les phares éternels sur les flots, par privilège de voisinage, l'Angleterre et la France.

Les deux grandes nations se sont accordées pour symboliser, par la solidité du granit, la permanence de cette action d'un grand homme qui, de cet îlot, guida l'humanité, comme les feux traçant leurs chemins aux navires.

La communion des peuples

Je vous rends grâce et je vous propose de fêter : « A Shakespeare, à l'Angleterre, à la réussite définitive des grands hommes de l'intelligence et à la communion des peuples dans le progrès et dans l'idéal. »

Les deux Nations, comme le souhaitait le poète, ont mis leurs mains augustes l'une dans l'autre, entraînant par une cordiale amitié et elles procèdent aujourd'hui à la solennité de ce sentiment en commun.

Fleurette

le nouveau feuilleton écrit par

Emile POUGET

pour

L'« HUMANITÉ »

est une esquisse d'histoire d'amour.

Un roman d'autant plus captivant que ceux qui ont vécu à Montmartre... et qui sont d'âge à se souvenir des sombres journées de 1871... pourront, sous des noms d'emprunt, retrouver des personnages qui ne leur sont pas inconnus.

Qui ne s'intéressera au sort de la gentille Fleurette, épave de la guerre civile ?

Qui n'admira l'héroïque dévouement de Mlle Azémia ?

Qui ne s'émotionnera aux tragiques aventures de la famille Manuel et de Louis Charley ?